

Octobre 2006

LA LETTRE

de la

coopération décentralisée



Africités 2006^o: un bilan positif

La quatrième édition d'Africités, qui s'est tenue du 18 au 22 septembre au Kenya, a été un moment très important pour les représentants des autorités locales : près de 5000 élus, représentants de collectivités et de gouvernements centraux, partenaires au développement ont participé aux réunions plénières et aux 23 sessions thématiques et 32 sessions spéciales autour des « *Alliances locales pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire* ».

La délégation des collectivités françaises, forte d'une trentaine de personnes, a rassemblé une quinzaine d'élus ; Charles Josselin, président de Cités Unies France, m'ayant demandé de le représenter.

L'année 2006 marque un pas important pour la reconnaissance des collectivités locales en tant qu'acteurs internationaux. J'ai eu l'occasion de le dire à Nairobi^o: le 4e forum mondial de l'eau qui a eu lieu à Mexico en mars 2006, a consacré, pour la première fois, la place des autorités locales comme interlocuteurs majeurs des Etats, au même titre que les organisations internationales et les organisations non gouvernementales. Cette reconnaissance a fait l'objet d'une déclaration des autorités locales, annexée à la déclaration ministérielle de Mexico. A Nairobi aussi, la tendance des institutions internationales à traiter directement avec les collectivités, est clairement apparue.

C'est dans ce cadre que la coopération décentralisée prend toute sa place. Elle est un outil essentiel qui contribue

à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

Il appartient aussi aux collectivités locales du Nord, notamment françaises, de soutenir la reconnaissance du rôle des collectivités locales du Sud par les Etats, dotées d'une véritable autonomie et capacité d'action, humaine et financière, meilleure garante de la pérennité des projets et programmes mis en place avec la participation de la population et fondée sur la connaissance du territoire.

Africités 4 a aussi été le sommet de la reconnaissance de Cités et Gouvernements locaux Unis d'Afrique

comme organisation fédérant les associations nationales des collectivités locales africaines.

C'est avec CGLU Afrique et le Partenariat pour le Développement Municipal que les associations nationales d'élus françaises ont, j'en suis persuadé, toute leur place pour promouvoir la coopération décentralisée comme moyen au service du renforcement du mouvement municipal. C'est le sens du travail de Cités Unies France et de l'Association des Maires et Grandes Villes de France.

Jean-Marie BOCKEL,
Maire de Mulhouse, Sénateur du Haut Rhin,
Président de l'Association des Maires des Grandes Villes de France
Membre du Bureau exécutif de Cités Unies France

SOMMAIRE

| | | | |
|--------------------------|-------|------------------|-------|
| Edito | p. 1 | Union Européenne | p.15 |
| Réflexions et actualités | p. 3 | Amérique Latine | p. 17 |
| Afrique | p. 6 | CGLU | p. 20 |
| Méditerranée | p. 8 | Brèves | p. 22 |
| PECO | p. 12 | Agenda | p. 23 |
| Asie | p. 14 | Publications | p. 24 |

P

INTERVIEW

5^{ème} édition de l'université d'automne de l'ARRICOD : « L'évolution du champ d'action internationale des collectivités locales de 1992 à 2006 » Perpignan

Interview de Madame Elisabeth Barincou, présidente de l'ARRICOD*), Chargée de la Coopération décentralisée, des Affaires européennes et du tourisme au conseil général de Seine-et-Marne

Pourquoi avoir choisi ce thème ?

Avec le choix du thème « L'évolution du champ d'action internationale des collectivités locales de 1992 à 2006 », notre association a voulu marquer le fait que nous nous trouvons dans un moment charnière de l'action internationale des collectivités locales. Par ailleurs, la tenue, par Cités Unies France et la Sorbonne, d'un colloque « La coopération décentralisée change-t-elle de sens? », cette même année, semble le confirmer.

Le cadre législatif est en mutation. La Loi Oudin est entrée en application et il convient de suivre cette loi d'un nouveau genre. Le projet de Loi Thiollière a été adopté au Sénat, à l'unanimité, mais cette démarche législative n'est pas aboutie. Pour l'instant, la décision du Tribunal administratif de Poitiers a marqué les élus et mis en évidence une fragilité juridique de l'action internationale des collectivités locales françaises.

Le sujet des réseaux, également abordé à Perpignan, répond à des questions posées par des acteurs de terrain.

L'université d'automne, a-t-elle répondu à vos attentes ?

Oui, tout à fait. Les participants ont été nombreux, les interventions ont été intéressantes, et nous avons eu des vrais débats de fond sur des questions qui concernent le cœur de notre métier. Cette 5^{ème} université a, une nouvelle fois, marqué la spécificité du rôle des « territoriaux » dans l'action internationale des collectivités locales.

C'est une satisfaction pour notre jeune conseil d'administration. Le choix du lieu, Perpignan, a permis de nous rapprocher des territoriaux du grand Sud. Nous avons ainsi trouvé une belle réponse au lieu de l'an dernier, Lille, avec toujours les questions « transfrontalières » très présentes.

Malheureusement, nous avons quelques absences pour des raisons familiales, dont notre président d'honneur, M. Pierrick Hamon, et la secrétaire générale de Cités et Gouvernements locaux unis, Mme Elisabeth Gateau, du siège basé à Barcelone.

Quelles perspectives pour l'ARRICOD ?

Nous continuerons à œuvrer pour notre mission initiale, celle de faire reconnaître le rôle spécifique des « techniciens » dans la coopération décentralisée et les relations internationales. Dans cette perspective, l'adoption prochaine du projet de Loi Thiollière par la chambre des citoyens, l'Assemblée Nationale, est très attendue. En effet, cette Loi pourrait faire de l'action internationale une compétence, non-obligatoire, certes, des collectivités territoriales. Plusieurs interventions ont confirmé l'importance de saisir cette occasion d'offrir un cadre sécurisé aux engagements des élus locaux.

Cela d'autant plus, que, pour montrer l'intérêt local de la coopération décentralisée, nous aussi ici, en France, et non pas que dans les collectivités locales du Sud, avons besoin de temps. Cet aspect, central à l'engagement international, certes, ne devrait pas pouvoir être utilisé comme « arme » pour mettre l'action internationale des collectivités locales à terre...

Nous souhaiterions également renforcer les liens avec nos adhérents et établir des partenariats plus construits avec l'Etat (MAE dont CNCD et autres structures étatiques) ; le CNEPT et autres structures en lien direct avec les cadres territoriaux et d'autres partenaires, notamment, les associations d'élus et de collectivités locales, dont Cités Unies France.

Enfin, l'ARRICOD contribuera activement à l'organisation d'une nouvelle conférence européenne des « territoriaux », prévue en février 2007.

ARRICOD : Association Nationale des Directeurs et Responsables des Relations Internationales et de la Coopération Décentralisée des Collectivités Territoriales

« Nouvelle contractualisation avec les collectivités territoriales »

La Délégation pour l'Action extérieure des Collectivités Locales (DAECL), a lancé une Consultation sur une proposition d'appel à projet, prévu en octobre prochain.

Cités Unies France poursuit les concertations avec ses adhérents, ainsi qu'avec les associations nationales d'élus et de collectivités locales.

Charles Josselin, nommé membre titulaire de la CNCD, participera à la réunion de la commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), du 3 octobre 2006 où cette nouvelle contractualisation est inscrite à l'ordre du jour.

Ci-dessous ont été repris les propos du président de Cités Unies France, tenus dans un article de la Gazette du 25 septembre dernier.

« Au cours des quinze dernières années, les relations entre l'Etat et les collectivités locales ont considérablement évolué en matière de coopération décentralisée. Auparavant, leur action extérieure s'effectuait dans la plus grande clandestinité. La collaboration des ambassades étant loin d'être acquise, comme c'est le cas désormais. J'ai personnellement contribué à ces évolutions en tant que ministre, en plaçant la coopération décentralisée comme l'une de mes priorités.

Toute la question est de savoir jusqu'où l'Etat doit intervenir. Qu'il y ait une cohérence entre l'action des différentes collectivités, on ne peut que le souhaiter. Mais le principe de liberté de choix ne saurait être remis en cause. De même, on ne peut pas demander aux collectivités de compenser la réduction de moyens que l'Etat consacre à sa propre coopération. En outre, il me semble délicat de demander aux collectivités de coopérer avec les choix qui n'ont pas fait l'objet d'un véritable débat national et qui suscitent de très vifs désaccords. Jusqu'à présent, la coopération décentralisée a échappé aux clivages politiques »



Reconnaissance de la Coopération décentralisée à l'occasion du sommet « Africités »

Annoncé et préparé de longue date, le sommet Africités s'est tenu à Nairobi du 18 au 22 septembre 2006, enregistrant la participation de milliers de délégués venant de toute l'Afrique du sud du Sahara et du Nord, de l'Europe et de l'Amérique du Nord. La représentation française était conséquente, comptant plusieurs collectivités locales et leurs associations : Angers, Chinon, Dourdan, Grenoble, Houdan, La Flèche et le groupe pays Mali de Cités Unies France, le conseil général de la Seine-Saint-Denis, et l'Association des Départements de France, le conseil régional du Centre, Lille Métropole Communauté urbaine, Lyon, Maxéville et le Grand Nancy, Mulhouse et l'Association des Maires des Grandes Villes de France, ainsi que la ville de Nanterre.

Vingt-trois sessions thématiques, 32 sessions spéciales tenues parallèlement et une journée de rencontres politiques entre autorités locales, ministres en charge de la décentralisation et partenaires au développement ont permis aux participants et aux organisateurs de mettre en débat et de parvenir à des résolutions sur les modalités d'un « travail en commun au niveau local en vue de la réalisation des OMD au sein des collectivités locales africaines ».

« Decentralized Cooperation 2003 – 2006 Award »

Lors de la remise des prix récompensant l'action des collectivités locales africaines, leurs partenaires issus de la société civile ou des institutionnels, dans différents domaines – mise en œuvre de la décentralisation, gestion des déchets, participation de la population, etc. –, **Cités Unies France s'est vue décerner le prix de la « Coopération décentralisée ».**

Le prochain numéro de La LETTRE de la coopération décentralisée reviendra plus longuement sur le contenu et les suites de la participation des collectivités et associations de collectivités françaises à cet événement.

Togo

Le 8 septembre, M. Bernard Stasi, président délégué, M. Norbert Bealu, président du groupe pays Togo, ainsi qu'une dizaine de collectivités, ont reçu, dans les locaux de Cités Unies France, M. Gilbert Bawara, Ministre togolais délégué auprès du Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine, chargé de la Coopération. Cette première rencontre a été l'occasion de partager informations et points de vue sur la coopération décentralisée franco-togolaise, ses réalisations, difficultés et perspectives.

Les collectivités du groupe pays Togo de Cités Unies France s'investissent, depuis plusieurs mois, dans l'élaboration d'un programme concerté de promotion de la coopération décentralisée franco-togolaise et d'appui aux acteurs togolais et français impliqués dans les partenariats. Ce programme, pour lequel une demande de cofinancement est en cours d'instruction par le ministère français des Affaires étrangères, devrait débiter avant la fin de l'année, conduit en France et au Togo par un comité de pilotage. En France, le secrétariat du comité de pilotage sera assuré par la ville de Chauray (79), en tant que « chef de file ».

Niger

Dans le cadre du programme concerté Aniya et du groupe pays Niger de Cités Unies France, les 2èmes rencontres de la coopération décentralisée, devraient se tenir à Niamey, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2006. Les premières avaient lieu en mars 2005. Le programme Aniya, mis en place de 2003 à 2006 sous la forme d'un FICOD, vient d'obtenir pour sa deuxième phase un nouveau cofinancement du ministère français des Affaires étrangères, ainsi qu'un soutien renouvelé des autorités nigériennes.

Report de la journée d'étude sur la Côte d'Ivoire

La journée d'étude sur la Côte d'Ivoire, sur le thème « Quelle paix en Côte d'Ivoire ? Paroles d'acteurs de la société civile » et organisée par la Plate-forme française pour la Côte d'Ivoire, ne pourra se tenir le 30 septembre comme annoncée initialement (cf. Newsletter du mois de septembre 2006). La nouvelle date avancée est le 3 novembre 2006.

Les personnes intéressées par cette initiative qui a pour ambition de mettre en avant les initiatives de la société civile ivoirienne pour la paix et d'entendre leurs paroles, sont priées de s'adresser à Astrid Frey a.frey@cites-unies-france.org ou à Constance Koukoui c.koukoui@cites-unies-france.org, responsables du pôle Afrique.

**MAROC :****Réunion du Groupe-Pays Maroc : le 12 septembre 2006, Marseille**

M. Jacques Rocca-Serra, maire-adjoint de Marseille et président du groupe-pays Maroc, a tenu une réunion du groupe-pays le mardi 12 septembre à Marseille.

L'ordre du jour comprenait, entre autres, le bilan du Forum civil franco-marocain organisé à Skhirate en janvier 2006 et au cours duquel le groupe-pays Maroc de CUF avait animé un atelier intitulé « La politique de la ville et développement urbain : stratégie et équipement ». Le bilan est, dans l'ensemble, positif, avec une participation et une mobilisation des collectivités locales françaises et marocaines importantes.

Cette mobilisation pourrait être réactivée dans le cadre d'un autre événement qui se profile au Maroc (Casablanca), le Forum International des Collectivités Locales du Maroc (FICLM) du 24 au 27 janvier 2007. Cet événement, organisé par une société française, Média Contact Services, fait suite à une demande du ministre marocain de l'Intérieur de mettre en place l'équivalent du Congrès des maires de France. Le Forum est réalisé en collaboration avec la DGCL et le FEC (Fonds d'équipement communal) marocains. Cette manifestation est appelée à devenir le grand rendez-vous annuel des décideurs politiques et privés et constituera le temps fort de la vie politique marocaine en 2007. La participation des collectivités territoriales françaises, en tant que partenaires des collectivités marocaines, est attendue. En effet, la présence du groupe-pays Maroc permettrait de présenter la coopération décentralisée franco-marocaine, selon des modalités à définir, dans le cadre d'un comité de pilotage qu'il reste à constituer. Toutes les informations relatives au FICLM sont disponibles sur le site suivant : www.ficlmaroc.com.

La réunion a ensuite abordé la question du PAD Maroc et, en particulier, sa composante 3 dite « *laboratoire des maîtrises d'ouvrages locales* », à travers la participation de deux représentants de collectivités françaises (villes de Mantes-la-Jolie et de Romans-sur-Isère) dont les projets ont été retenus par le Comité de Sélection des Projets du PAD. Tous les deux ont souligné l'opportunité d'un tel programme, notamment pour la mise en cohérence de la coopération décentralisée franco-marocaine, mais ils ont également porté l'attention quant à la lourdeur et la complexité du montage du dossier. Le prochain appel à projet devrait être lancé au mois d'octobre.

En outre, de nouvelles modalités de travail ont été actées par le groupe-pays, avec la mise en place de réunions thématiques, en plus des réunions plénières habituelles. A cet effet, un questionnaire a été adressé aux collectivités afin de recueillir leurs attentes sur les thèmes qu'elles souhaiteraient voir traiter.

La réunion s'est terminée par des points d'information relatifs au Programme Concerté Maroc II, à la Commission Méditerranée de CGLU et au Fonds de Solidarité Maroc-Al Hoceïma.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Linda Naili, Tel : 01 53 41 81 90, Mail : Lnaili@cites-unies-france.org ou Virginie Rouquette Tel : 01 53 41 81 93, Mail : v.rouquette@cites-unies-france.org

LIBAN :

Réunion du groupe-pays Liban du 7 septembre à Lyon

Président du groupe-pays Liban : Jean-Michel Daclin, Maire adjoint de Lyon

La réunion du groupe-pays Liban a permis une rencontre exceptionnelle des collectivités françaises et européennes qui ont pu mener, en présence de représentants du Comité des Maires Libanais, de l'Etat libanais et français et des bailleurs de fonds, une réflexion sur les besoins des collectivités libanaises et l'engagement des collectivités françaises et européennes.

Rassemblant plus de 70 participants, représentant près de 30 collectivités françaises et européennes, cette réunion a été l'occasion de témoigner de la solidarité et de la volonté politique des collectivités de développer et renforcer leurs liens avec le Liban, mais aussi et surtout d'envisager un programme de travail conjoint entre collectivités et bailleurs internationaux engagés au Liban. Ainsi, la Banque Mondiale, l'Union européenne, le PNUD et l'AFD ont manifesté leur intérêt pour cette mobilisation sans précédent des collectivités européennes pour le Liban.

La réunion a pris fin autour d'une conférence de presse (communiqué de presse disponible sur le site web de Cités Unies France www.cites-unies-france.org)

Mission exploratoire des collectivités locales françaises et européennes au Liban

A la suite de la réunion du 7 septembre à Lyon, les représentants de collectivités françaises et européennes se sont rendus au Liban, sous l'égide de CGLU, afin de rencontrer les partenaires et bailleurs de fonds et de témoigner du souhait et de la compétence des collectivités à agir en faveur de la reconstruction des villes au Liban. Le compte-rendu de cette mission sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

Réunion du groupe-pays Liban, le 11 octobre prochain

En partenariat avec la DAECL, Cités Unies France organisera, le 11 octobre au matin, à Paris, une réunion du groupe-pays Liban réduite, à vocation technique et pratique. L'ensemble des associations nationales d'élus et de collectivités locales est invité. Cette réunion sera l'occasion de présenter les conclusions de la mission exploratoire menée actuellement par des représentants des collectivités locales et les bailleurs de fonds au Liban, mais aussi et surtout de réaliser un tour de table complet sur les actions menées par les collectivités en direction de leurs partenaires libanais depuis le déclenchement du conflit.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Virginie Rouquette Tel : 01 53 41 81 93, Mail : v.rouquette@cites-unies-france.org

PALESTINE :

UN FONDS D'URGENCE POUR LES COLLECTIVITES LOCALES PALESTINIENNES

Une réunion du Réseau de la coopération décentralisée pour la Palestine a eu lieu le mercredi 20 septembre dernier, en présence de Madame Hinde Khoury, Déléguée générale pour la Palestine en France.

Plusieurs décisions ont été prises :

- 1) La mise en route du **fonds d'urgence humanitaire**, destiné à venir en aide aux collectivités locales palestiniennes et aux populations. Ce fonds est alimenté par un appel à la solidarité lancé auprès des collectivités locales pour le versement d'une **aide humanitaire d'urgence**, ainsi que par d'autres bailleurs de fonds comme l'Etat (ministère des Affaires étrangères), l'Union Européenne, ... L'argent récolté servira à financer le fonctionnement des services de bases des collectivités locales palestiniennes, dans les domaines d'intervention qui ont été retenus. Un dispositif de suivi et de vérification de l'utilisation de l'argent collecté sera mis en place. **Le Fonds de solidarité sera ouvert aux donations, jusqu'au mois de décembre 2006 afin de pouvoir lancer les premiers projets début janvier 2007.**
- 2) L'organisation prochaine (probablement, décembre 2006) d'une mission d'élus dans les Territoires Palestiniens. Il pourra s'agir d'une mission organisée en coordination avec les élus des collectivités locales européennes, membres du réseau européen COEPPPO. Les objectifs de cette mission feront l'objet d'une prochaine réunion du RCDP.
- 3) L'organisation des Assises de la Coopération Décentralisée franco-palestinienne. Une réunion sera organisée à ce sujet pour en déterminer les modalités.
- 4) L'organisation d'une grande initiative politique en France pour essayer de remettre au centre de l'actualité et du débat la question de l'Etat Palestinien.

Les initiatives du Réseau :

Intervention du RCDP et du Réseau Européen au Comité des Régions sur les questions du Proche-Orient.

Intervention du Président du Réseau à la session plénière de la Commission des pouvoirs locaux du Conseil de l'Europe.

Organisation d'initiatives au niveau européen auprès du Parlement et de la Commission Européenne.

Participation du RCDP à la conférence de la Commission « Diplomatie des villes » à Pérouse, du 4 au 7 octobre prochain. Participation du Réseau à la réunion organisée par MAP (Alliance Municipale pour la Paix au Proche-Orient, Pays-Bas).

Un Bateau pour Gaza : cette initiative a été lancée sur une tribune du Monde, fin août 2006. Un comité de pilotage se réunira bientôt pour étudier les modalités d'action de cette initiative.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Simoné GIOVETTI, Tel : 01 53 41 81 87, Mail : med@cites-unies-france.org

ALGÉRIE

Rencontre régionale des acteurs du Nord-Pas de Calais en coopération avec l'Algérie : samedi 18 novembre 2006 de 8h45 à 18h00 à Roubaix

Le réseau régional Lianes Coopération organise, en partenariat avec la ville de Roubaix, une journée de réflexion et d'échange sur les pratiques autour des thèmes suivants : l'interculturel, codes et histoire ; coopération décentralisée : l'engagement des collectivités et l'intérêt local ; l'aide au développement du monde associatif en Algérie ; l'implication de la jeunesse ici et là bas ; les actions culturelles au Nord et au Sud, vecteur de connaissance mutuelle et de développement local ; égalité homme - femme enjeu du développement ; et l'appui aux porteurs de projets.

Ouvert à tous et gratuit mais avec pré-inscription à Lianes coopération : lianscooperation@wanadoo.fr ou par téléphone au 03 20 85 10 96.

Elle présente son intervention dans un entretien sur le site du PSE.
Pour écouter l'entretien :

<http://www.socialistgroup.org/gpes/interview.do?lg=en&id=24645>>



Groupe-pays Pologne :

Présidente du Groupe Pays : Mme Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

L'Europe locale au coeur du triangle de Weimar Les 14 et 15 septembre 2006, à Cracovie

Les premières assises de la coopération décentralisée franco-germano-polonaise, qui ont lieu les 14 et 15 septembre 2006, à Cracovie et qui se voulaient être une contribution au Triangle de Weimar et à l'avenir de la construction européenne pour la période de programmation 2007-2013, ont réuni de nombreux élus et agents de collectivités locales françaises (82), allemandes (30) et polonaises (98).

Un compte-rendu est disponible (en français, en polonais et en allemand).

Groupe-pays Slovaquie :

Président du Groupe Pays : M. Bernard Verdier, Conseiller général Hautes-Pyrénées et maire de Castelnau-Magnoac

Le Dossier Pays Slovaquie est actuellement en cours de réactualisation. Il sera prochainement disponible.

Pour plus d'informations, merci de contacter Hélène Migot : h.migot@cites-unies-france.org

Pologne

Andrzej Lepper, vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture, a été limogé par le Premier ministre. La coalition gouvernementale a ainsi volé en éclats vendredi 22 septembre 2006. Afin d'éviter des élections anticipées, Le Premier ministre doit maintenant trouver une nouvelle majorité parlementaire.

Vendredi 22 septembre 2006, le Président a nommé Madame Zyta Gilowska au poste de vice -Premier ministre et ministre des Finances. Elle remplace Stanislaw Kluza au poste de ministre des Finances.

Hongrie

Suite à la diffusion (17 septembre 2006) de propos tenus par le Premier ministre, Ferenc Gyurcsány, de nombreuses manifestations ont lieu dans les rues de Budapest, pour réclamer la démission du Premier ministre.

Les prochaines élections municipales auront lieu le 1er octobre prochain.

Roumanie

Le président Traian Basescu accueillera à Bucarest, les 28 et 29 septembre 2006, plus de 60 chefs d'État et de gouvernement au XIe Sommet de la Francophonie.

Le sommet se terminera par l'adoption d'une déclaration, dont la première partie se référera à la thématique de la réunion - les technologies de l'information dans l'éducation - et la seconde partie concernera la position des pays francophones à l'égard des crises actuelles et l'état de la démocratisation des États francophones.

L'année 2006 est l'Année de la Francophonie en Roumanie. À cette occasion, un grand nombre de manifestations à caractère francophone ont été organisées, afin de sensibiliser le public roumain sur les valeurs et la diversité culturelle et sur l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Bosnie-Herzégovine

Le 1er octobre prochain, 2,7 millions d'électeurs renouvelleront les trois membres de la Présidence collégiale de la République de Bosnie-Herzégovine (un Croate, un Serbe et un Musulman) et les 42 députés de la Chambre des Représentants, Chambre basse du Parlement central.

Les habitants de la Fédération de Bosnie-Herzégovine éliront également les 98 membres de leur Chambre des Représentants et ceux de leurs 10 assemblées cantonales.

Les habitants de la République serbe, quant à eux, éliront également les 83 membres de leur Assemblée nationale, ainsi que leur Président de la République et leurs vice-Présidents.



Groupe-pays Vietnam :

La ville de Montreuil organisera en lien avec la DAECL, les Ambassades de France au Vietnam et du Vietnam en France et les associations d'élus locaux françaises, les 7èmes prochaines assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, les 22 et 23 octobre 2007.

Brèves :

Vietnam

La 4^{ème} conférence des ministres du Tourisme de l'APEC aura lieu en octobre prochain à Hã'i An, province de Quang Nam (Centre).

Le Vietnam et la CE préparent un programme de coopération pour la période 2007-2013.

La Commission européenne (CE) accordera 8 millions d'euros d'aides non-remboursables au 4ème programme de crédit au refus de la pauvreté - PRSC 4 - du Vietnam d'un montant total d'investissement de 184,5 millions d'euros.

Aider le Vietnam dans le refus de la pauvreté sera la première priorité de la CE, qui envisage aussi le versement d'une somme de 9 millions d'euros au programme PRSC 5.

Source : Le Courrier du Vietnam : <http://lecourrier.vnagency.com.vn>

Pour plus d'informations, merci de contacter H el ene Migot : h.migot@cites-unies-france.org

Union européenne :

Budget communautaire pour le développement rural 2007-2013

La Commission européenne a fixé le 12 septembre le budget annuel consacré au développement rural pour la période 2007-2013.

Ces fonds sont déclinés en quatre axes :

- l'amélioration de compétitivité des secteurs agricoles et sylvicoles,
- le soutien des projets environnementaux,
- la création de l'activité en dehors des secteurs agricoles traditionnels,
- le quatrième axe, transversal, reprend les objectifs du programme Leader +.

Chaque programme doit contenir une composante Leader pour la mise en œuvre de stratégies ascendantes de développement local associant les groupes d'action locale.

Les fonds pour le développement rural doivent être alloués par le biais de programmes élaborés au sein de chaque État.

La France va ainsi bénéficier d'une dotation de 6 441 965 109 euros pour la période 2007-2013.

Pour plus d'informations, merci de contacter Hélène Migot : h.migot@cites-unies-france.org

Adhésions à l'Union européenne - futurs adhérents et candidats

La Commission européenne a déclaré le 26 septembre que la Roumanie et la Bulgarie étaient aptes à rejoindre l'Union européenne dès le 1er janvier 2007.

Elle publiera prochainement le rapport de suivi définitif appuyant cette décision.

L'UE demande néanmoins à Sofia et à Bucarest d'accélérer leurs réformes avant leur entrée dans l'UE prévue le 1er janvier 2007.

Bruxelles propose de mettre en place des «mesures d'accompagnement» dans trois domaines :

- la sécurité alimentaire,
- la justice,
- la gestion des fonds communautaires.

Les deux pays se voient imposer des restrictions et des obligations, mais aucune sanction. Les deux capitales continueront également à faire l'objet d'un «suivi» étroit sur la question de la lutte contre la corruption, le crime organisé et le blanchiment d'argent.

Le 24 octobre 2006, la Commission européenne rendra son rapport sur les progrès réalisés par la Turquie, la Croatie, l'ARYM et les candidats potentiels à l'adhésion à l'Union européenne.

NB : Le Parlement européen a adopté mercredi 27 septembre 2006 un rapport, uniquement consultatif, mais assez critique envers Ankara concernant son processus d'adhésion à l'Union Européenne.

Appels à propositions de l'Union européenne :

Appel à propositions - Programme de voisinage - Région de la mer Baltique et Région Lituanie-Pologne-Kaliningrad

Texte de l'appel 1 - Région mer Baltique :

http://www.bsrinterreg.net/toapply/_downloads/2006.07.21.9thcallApack.zip

Texte de l'appel 2 - Région Lituanie-Pologne-Kaliningrad :

http://www.interreg3a.org/interregen/index.php?option=com_remository&Itemid=8&func=download&filecatid=73&chk=4cca2fe65aa7c225a028167658682b8f

Date limite des propositions : 16 octobre 2006

Appel à propositions - INTI - Actions préparatoires pour l'intégration des ressortissants d'Etats tiers

Texte de l'appel :

http://ec.europa.eu/justice_home/funding/inti/docs/call_proposals_2006_en.pdf

Date limite des propositions : 20 octobre 2006

Appel à propositions - Programme de voisinage en Pologne-Biélorussie-Ukraine

Avis d'appel :

www.delukr.ec.europa.eu/data/doc/tenders/inter_calls/060724/Notice.zip

Date limite des propositions : 20 octobre 2006

Appel à propositions - CARDS - Développer le rôle de la société civile dans le processus d'intégration européenne - Albanie

Lignes directrices : ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d64/AOF69864.doc

Formulaire de candidature :

ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/data/d63/AOF69863.doc

Date limite des propositions : 7 novembre 2006

Appel à propositions - MEDA - Activité culturelle locale pour célébrer le 50ème anniversaire du Traité de Rome - Syrie

Référence de l'appel : EuropeAid/124-091/LACT/SY

Date limite des propositions : 16 novembre 2006

Appel à propositions - Programme de voisinage Roumanie-Serbie

Référence de l'appel : Phare 2005 / 017-538.01.01& 2005 / 017-538.01.02 Cards 2005/

Date limite des propositions : 18 décembre 2006

Appel à propositions - CARDS - Soutien à la réconciliation et assistance au retour et à la réintégration des minorités en Bosnie et Herzégovine

Référence de l'appel : EuropeAid/124196/L/ACT/BA EC/BIH/CFP/06/005

Date limite des propositions : 4 janvier 2007



Séminaire France/Cône Sud « Intercommunalité et Coopération décentralisée, la gestion commune des politiques publiques locales », les 6 et 7 Septembre 2006, à Canelones et Montevideo (Uruguay)

Ce séminaire faisait suite au séminaire réalisé en juin 2006 à Rosario en Argentine, sur l'institutionnalisation d'une structure intercommunale. Cette deuxième rencontre a été organisée par Cités Unies France, l'Observatoire des Changements en Amérique Latine (LOCAL), entité intégrée à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL), la mairie de Montevideo et Canelones, le ministère du Logement Uruguayen, la Coopération Régionale et la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales (DAECL) du ministère français des Affaires étrangères.

Du côté français ont participé, Joël Bouvet, maire de Brécé et vice-président de la communauté d'agglomération de Rennes Métropole ; Isabelle Dexpert, maire de Pompéjac et conseillère générale du canton de Villandraut et déléguée communautaire ; Daniel Frossard, maire d'Ybos et vice-président de la communauté d'agglomération « le Grand Tarbes » ; Pierre Pougnaud, conseiller technique à la DEACL ; Jean François Claverie de LOCAL et Felicia Medina de CUF.

Pour le Cône Sud, le **Brésil** a été représenté par les villes de Vitoria et Santo André (pour l'agglomération du grand ABC) ; le **Paraguay** par l'Association de Municipalités de la Métropole d'Asunción ; le **Chili** par l'Association des Municipalités de Chiloé, l'île de Chiloé et la ville de Queilpen, et l'**Argentine**, par la province de Buenos Aires, l'administration des parcs nationaux et les villes de Carlos Caceres, de Moron et de Villa de Merlo.

La délégation **uruguayenne**, pays d'accueil du séminaire, était la plus importante avec la participation de 10 des 19 municipalités du pays, dont Montevideo et Canelones, les co-organisateurs de la rencontre. Ont également pris part à l'événement : la représentation du PNUD, Mercociudades, l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE/ALC, l'Office de Planification et Budget de la présidence de la République.

Le séminaire s'est déroulé en deux jours. La première journée, à Canelones, était consacrée à la présentation des différentes expériences d'intercommunalités françaises comme latino-américaines, ainsi qu'à deux conférences sur la coopération décentralisée et le développement économique de structures intercommunales.

Pour la deuxième journée, à Montevideo, furent organisés trois ateliers : « transports », « développement local » et « déchets ». Ils ont permis de favoriser un échange vivant entre les participants et d'activer un réseau en lien avec la coopération française intervenant dans les champs de l'intercommunalité. Bien que les niveaux d'institutionnalisation et de développement soient très différents entre les collectivités françaises et latino-américaines, les échanges ont permis d'aborder les problèmes communs de méthode dans la mise en œuvre de politiques publiques pour les trois thèmes abordés.

Le prochain séminaire aura lieu en octobre 2007 au Chili, suite à l'invitation du maire d'Île de Chiloé, Carlos Heribert Gomez Miranda. L'île de Chiloé développe une coopération décentralisée avec le conseil général du Finistère.

Les conclusions du séminaire seront bientôt sur notre site

Contact : f.medina@cites-unies-france.org

Premier Forum Union Européenne / Amérique Latine / Caraïbes de la coopération décentralisée, 1^{er} et 2 février 2007, à Paris

En partenariat avec l'Italie et l'Espagne, la France organisera, dans les locaux du Sénat à Paris, les 1^{er} et 2 février 2007, le premier Forum Union Européenne / Amérique Latine / Caraïbes (UE/ALC) de la coopération décentralisée. En effet, la France avait lancé l'idée de tenir un forum des gouvernements locaux des continents concernés, à l'occasion de chaque sommet UE-ALC. Son inscription au calendrier des sommets introduirait la dimension de la coopération décentralisée au sein du dialogue UE-ALC.

Le thème principal du forum sera la cohésion sociale, défi majeur pour la stabilité des démocraties. Les politiques de la ville ouvrent un vaste champ à l'échange d'expériences et à une coopération pragmatique solidaire entre les pôles urbains de toute dimension de l'Union Européenne et ceux de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Cette rencontre réunira des élus européens et d'Amérique Latine et des Caraïbes issus du plus grand nombre de pays et prévoit une présence paritaire des collectivités territoriales des trois pays organisateurs.

Pour organiser ce Forum, un comité de pilotage politique est composé de représentants des Etats et des associations de pouvoirs locaux français, italiens et espagnols, ainsi que de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU). La réunion d'installation du comité, a eu lieu le 7 septembre dernier, au Sénat à Paris, sous la présidence de Roland du Luart, sénateur de la Sarthe et président du groupe interparlementaire France-Amérique du Sud, Segundo Bru, sénateur pour la province de Valencia (Espagne) et Antoine Iovene, sénateur italien, avec la participation d'Elisabeth Gateau, secrétaire générale de CGLU.

Pour la France, font aussi partie du comité de pilotage :

le ministère des Affaires étrangères

la ville de Paris

Cités Unies France (CUF)

l'Association des Régions de France (ARF)

l'Association des Départements de France (ADF)

l'Association des Maires de France (AMF)

- l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE).

L'Espagne est représentée par :

- le ministère des Affaires Etrangères,
- la Fédération Espagnole des Municipalités et des Provinces (FEMP)
- la Confédération de Fonds de Coopération.

Pour l'Italie, font partie du comité :

- le ministère des Affaires étrangères italien
- l'Association Nationale des Communes Italiennes (ANCI)
- Cités et Gouvernements Locaux Unis Italie (CICU).

Font également partie du comité : l'Union Européenne, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), le Conseil Régional des Communes et Régions d'Europe (CCRE) et l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE-ALC.

Le Forum sera articulé en sessions plénières, suivies de débats, de tables rondes et d'ateliers sur les thèmes°:

- cohésion sociale : action locale et nationale,
- les priorités des politiques publiques locales pour la cohésion sociale,
- la coopération décentralisée et la cohésion sociale : quels apports des coopérations entre collectivités locales ?
- La coopération décentralisée et sa complémentarité dans le dialogue UE - Amérique Latine - Caraïbes.

Chaque table ronde aura une co-présidence UE/ALC. Ces éléments seront soumis aux associations européennes et d'Amérique Latine, sous la coordination de CGLU, en partenariat avec les associations nationales d'élus.

Contact : f.medina@cites-unies-france.org

Mission à Caracas, Venezuela :

Jean-Marc Deschamps, maire de Brou-sur-Chantereine et président de la commission Cuba de Cités Unies France, s'est rendu au Venezuela du 21 au 23 septembre 2006 pour participer au séminaire d'échanges d'expériences sur les bonnes pratiques dans la gestion budgétaire des municipalités. Le séminaire a été organisé par l'association « Transparencia Venezuela », membre du réseau Transparency International, une ONG engagée dans la lutte contre la corruption et pour la transparence des budget publics. Monsieur Deschamps était invité par l'Ambassade de France à Caracas, qui, dans le cadre de la coopération française au Venezuela en matière de la lutte contre la corruption et en faveur du renforcement des capacités municipales des communes vénézuéliennes, a apporté son concours à l'organisation du séminaire.

Réunion du Conseil mondial

La réunion du Conseil mondial de Cités et gouvernements locaux unis se tiendra du 28 octobre au 1^{er} novembre 2006, à Marrakech, au Maroc, à l'invitation des autorités locales marocaines.

Outre les sessions dédiées aux questions statutaires, une partie importante du Conseil mondial sera ouverte à tous les membres et partenaires de CGLU, en particulier aux autorités locales marocaines non-membres de l'organisation.

Contact :

C.G.L.U.

Tel : +34 93 34 28 750 / Fax : +34 93 34 28 760

info@cities-localgovernments.org / www.cities-localgovernments.org

La coopération décentralisée et le Parlement européen

En lien étroit avec le CCRE, section européenne de CGLU et la commission coopération décentralisée de CGLU, Cités Unies France œuvre pour la reconnaissance par les institutions européennes du rôle spécifique des collectivités locales dans la coopération pour le développement.

Cela devra se traduire, entre autres, par l'accès des collectivités locales des pays du Sud et européen du programme thématique « les acteurs non-étatiques et les autorités locales dans le développement », prévu pour 2007-2013. Ceci n'est pas encore acquis, notamment au Parlement européen.

C'est pourquoi la consultation publique, le mardi 3 octobre, revêt une importance particulière. M. Pierre Schapira, maire adjoint de la ville de Paris, député européen et membre du bureau exécutif de CUF, invite les élus des collectivités européennes à participer aux deux sessions ce jour-là :

- De 9H30 à 12H00 : session ouverte sur le projet de résolution « le rôle des gouvernements locaux dans le développement », qui sera soumis à l'approbation du Parlement en janvier 2007 ;
- De 15H00 à 18H30 : Audition publique de la commission du développement du Parlement européen sur la « coopération décentralisée et le rôle des gouvernements locaux dans le développement »

La première session est ouverte à tous les représentants des gouvernements locaux. La participation à l'Audition publique de l'après-midi n'est possible qu'en qualité d'observateur.

L'initiative de Pierre Schapira s'inscrit dans le cadre de la préparation du rapport sur « le rôle des autorités locales dans le développement » dont il est le rapporteur.

Les sessions auront lieu au siège du Parlement européen à Bruxelles, 60, rue Wiertz, 1047 Bruxelles (salle à confirmer). Pour plus d'information sur ces sessions, veuillez vous adresser au secrétariat de M. Pierre Schapira, à l'adresse e-mail : Pierre.schapira@europa.eu.

Si vous souhaitez participer, nous vous remercions de bien vouloir vous inscrire au secrétariat du CCRE (sandra.ceciani@ccre.org et d'en tenir informé Cités Unies (coopdec@cites-unies-france.org). Nous reviendrons plus en détail sur ces sessions dans la Lettre de novembre 2006

Mobilisation sur les Objectifs du Millénaire

Cités et Gouvernements locaux Unis et Le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) s'associent à la Campagne pour les Objectifs du Millénaire pour l'initiative « Debout », encore appelé « stand up against poverty ».

Les collectivités locales sont invitées à réunir, devant l'Hôtel de Ville un maximum de personnes, le 16 octobre 2006, à 10h GMT, (soit 11h en France !) pour dire non à la pauvreté et manifester leur soutien à l'atteinte des Objectifs du Millénaire.

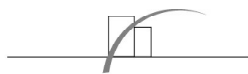
La campagne propose aussi que soit lue à cette occasion une promesse, expliquant l'action.

Le Livre des Records enregistrera le nombre de personnes mobilisées. Seront comptabilisés l'ensemble des événements de 10h GMT le 15 octobre à 10h GMT le 16 octobre. Pour être comptabilisées, des photos digitales du rassemblement devront être prises et le nombre de personnes rassemblées communiquées à l'adresse suivante : info@millenniumcampaign.org. Une note de mobilisation élaborée par la Campagne des Nations Unies et CGLU, en direction des collectivités locales, est disponible en français.

Pour rappel, la campagne menée par Action mondiale contre la pauvreté – regroupant en France plusieurs organisations, dont Cités Unies France, pour la réalisation des Objectifs du Millénaire, a choisi comme journée de mobilisation le 17 octobre, journée de refus de la misère (cf. Newsletter du mois de septembre 06). Les relais d'ATD Quart monde sont à votre disposition pour co-organiser une action. Un rassemblement au Trocadero est prévu l'après-midi, culminant en une prise de parole conjointe, à 18h15.

Cités Unies France participera également à la Marche contre la faim – en lien avec le 1^{er} des Objectifs du Millénaire - le 15 octobre, à 15h, au Trocadero, autour d'un ensemble d'organisations rassemblées par le Programme alimentaire mondial (PAM).

Pour plus d'information sur ces journées de mobilisations : Astrid Frey a.frey@cites-unies-france.org et aussi, pour la campagne en France : www.atd-quartmonde.asso.fr (puis lien vers www.jeresiste.org et www.oct17.org); pour la campagne des Nations Unies soutenue par CGLU : www.millenniumcampaign.org (essentiellement en anglais).



**Colloque CUF – Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne :
« La coopération décentralisée change-t-elle de sens ? »**

Les inscriptions sont ouvertes pour les inscriptions au colloque organisé par Cités Unies France et le Centre de recherche International de la Sorbonne, qui se tiendra les 22 et 23 novembre prochain, sur le thème « la coopération décentralisée change-t-elle de sens ? ».

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser

à Maïté MARGUERITE

9, rue Christiani 75018 Paris

Tel : 01 53 41 81 86

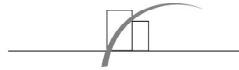
Fax : 01 53 41 81 41

Mail : maite@cites-unies-france.org

Site web : www.cites-unies-france.org

A un mois de la Semaine de la Solidarité Internationale

A un mois de la SSI qui se déroulera des 11 au 19 novembre, l'équipe de la Semaine vous rappelle que vous pouvez commander vos outils de communications (affiches, plaquettes grand public, cahier pratique) auprès de Magali Audion : magali.audion@lasemaine.org (tél : 01 44 72 89 78). Cette année encore, le partenariat avec France 3 se poursuit et un tiré à part d'Alternative Economique axé sur « agir en citoyen solidaire » sera disponible sur de nombreux site d'événements de la Semaine.



OCTOBRE 2006

- 2 octobre : réunion du groupe pays Sénégal, rencontre avec M. Mohammed Fadel NDAW, conseiller ministériel et coordinateur du PEPAM
- 3 octobre : session publique au parlement européen sur la thématique « les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement »
- 3 octobre : réunion plénière de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD)
- 3 octobre : réunion du Groupe Pays Madagascar à Cités Unies France
- 4 octobre : réunion du bureau exécutif de CUF
- 5 octobre : réunion du groupe-pays Tchad à Cités Unies France
- 6 octobre : réunion du groupe-pays Sénégal, réunions des groupes régionaux (matin) et de la cellule d'animation (après-midi) à Cités Unies France
- 9 au 12 octobre : Semaine européenne des régions et villes
- 11 octobre : réunion du groupe-pays Liban à Cités Unies France
- 11 au 13 octobre : 4^{èmes} Assises nationales du Développement durable, à Angers Nantes
- 13 et 14 octobre : Réunion plénière du Groupe Pays Burkina Faso à Cités Unies France
- 15 octobre : Marche contre la faim, organisée par la Programme alimentaire mondial et ses partenaires, à Paris (15h00)
- 17 octobre : journée de mobilisation sur les objectifs du millénaire pour le développement
- 19 octobre : Réunion plénière du Groupe Pays Mali à Cités Unies France (suivi du programme concerté santé Maroc)
- 31 octobre au 1^{er} novembre : congrès mondial de CGLU à Marrakech

NOVEMBRE 2006

- 3 novembre : journée d'étude sur la Côte d'Ivoire : « Quelle paix en Côte d'Ivoire ? Paroles d'acteurs de la société civile » au FIAP
- 11 au 19 novembre : semaine de la solidarité internationale
- 17 novembre : réunion du groupe-pays Amérique Centrale, à Cités Unies France
- 22 et 23 novembre : colloque CUF – CRIS (Sorbonne) : « la coopération décentralisée change-t-elle de sens ? »
- 29 novembre au 1^{er} décembre : rencontre de la coopération décentralisée franco-nigéroise dans le cadre du programme concerté Aniya et du groupe-pays Niger
- 30 novembre : réunion du groupe-pays Algérie à Cités Unies France

Decembre 2006

- 6 décembre : Assemblée générale de Cités Unies France



Collection « groupe - pays » : 25 euros

- v Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- v Dossier pays ROUMANIE (2005)
- v Dossier pays HONGRIE (2005)
- v Dossier pays POLOGNE (2004)
- v Dossier pays SLOVAQUIE (à paraître)
- v Dossier pays CHINE (2004)
- v Dossier pays MAROC
- v Dossier pays TUNISIE
- v Dossier pays BRÉSIL

Collection « groupe - pays » : 40 euros (Nouvelle édition comprenant le Répertoire des partenariats)

- v Dossier pays VIETNAM (2005)
- v Dossier pays NICARAGUA (2006)
- v Dossier pays JAPON (à paraître)
- v Dossier pays CROATIE (2006)

Collection « Réflexions » : 15 euros

- v Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- v Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- v Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- v Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
L'impact local de la coopération décentralisée sur les Territoires, 2006

Ouvrages hors collection

- v Actes des 2^{èmes} Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- v Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) : 15 euros

Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

Répertoire des partenariats ...

- v franco-tchèques
- v franco-hongrois
- v franco-algériens
- v franco-marocains
- v franco-américains
- v franco-mauritaniens
- v franco-roumains
- v franco-chinois
- v franco-palestiniens
- v franco-tunisiens
- v franco-bénois

BON DE COMMANDE à retourner à Cites Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom : Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél./Fax :
Email :

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

L'envoi (en France) est compris dans le prix

Pour plus d'information, merci de contacter Katarina FOTIC : peco@cites-unies-france.org.

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet